

C'est assez!



Programme électoral 2004
du Parti conservateur du Canada



Chers concitoyens,
Chères concitoyennes,

Par définition, une élection est une question de choix, et la présente élection ne fait pas exception à la règle. Aujourd'hui, les Canadiens sont appelés à prendre une décision importante. Ils auront le choix entre maintenir au pouvoir les Libéraux – dont le dossier des dix dernières années a été marqué par la dilapidation de fonds publics, la mauvaise gestion, des scandales et un déficit démocratique – ou encore donner une nouvelle direction à ce pays, une direction qui leur assurera un gouvernement plus imputable, un système de santé bien financé, un allègement de leur fardeau fiscal et une économie plus forte. Nous croyons que les Canadiens doivent exiger mieux pour mettre fin à la mauvaise gestion libérale qu'ils ont dû endurer au cours de la dernière décennie.

C'est avec fierté que le nouveau Parti conservateur vous présente son programme pour un gouvernement plus intègre, un fardeau fiscal allégé, de meilleurs soins de santé et un Canada plus fort.

La plate-forme des Conservateurs modifie le système qui a permis aux Libéraux de gaspiller des milliards de dollars de l'argent des contribuables au cours de la dernière décennie. Un changement de premier ministre ne suffira pas à améliorer la situation du pays. Nous jetons les bases de changements plus fondamentaux – l'augmentation des pouvoirs du vérificateur général sur les dépenses, la nomination d'un commissaire à l'éthique par les parlementaires, l'élection des sénateurs et la tenue d'élections à date fixe – pour que le gouvernement réponde aux besoins des Canadiens et leur soit imputable.

À notre avis, la croissance économique et la compétitivité de notre pays ne passent pas par les taux d'imposition les plus élevés de tous les pays du « G7 ». Au contraire, nous devons alléger le fardeau fiscal et nous proposons donc de réduire les impôts de l'ensemble des Canadiens, particulièrement ceux de la classe moyenne délaissée durant le règne libéral. Nous nous efforcerons également d'alléger le fardeau fiscal de toutes les entreprises afin de créer un climat propice à leur prospérité et à la création d'emplois.

Nous bâtissons une économie forte et concurrentielle puisque c'est ainsi que nous produirons les revenus dont nous avons besoin pour financer adéquatement notre système public de soins de santé. Le Parti conservateur soutient que l'ensemble des Canadiens doivent pouvoir accéder à des soins de santé de qualité dans des délais raisonnables, nonobstant leur capacité de payer. L'Accord de 2003 sur le renouvellement des soins de santé, signé par le gouvernement fédéral et l'ensemble des provinces, jetait les bases d'un plan quinquennal pour assurer la viabilité de notre système et prévoyait une augmentation des dépenses en santé de l'ordre de 36,8 milliards \$. En 2003, nous appuyions l'Accord et nous l'appuyons toujours aujourd'hui. Nous sommes également prêts à bonifier le financement prévu dans l'Accord afin de nous assurer que notre système de santé demeure accessible à tous et livre des services d'une qualité irréprochable.

Le Canada doit également améliorer sa sécurité intérieure et son pouvoir d'influence à l'étranger. Un gouvernement conservateur fera en sorte que notre système juridique rende justice en respectant les droits des victimes, en obligeant les personnes trouvées coupables de crimes violents de purger leur peine en totalité et en assurant la protection de nos enfants. Nous devons aussi voir à la sécurité de nos frontières et munir nos forces armées du matériel dont elles ont besoin.

Si vous souhaitez un gouvernement plus imputable, une économie dynamique et moins taxée, un système de santé bien financé qui livre des services de qualité et un Canada plus fort et plus sécuritaire, joignez-vous à nous pour exiger mieux. Votez Conservateur.



Stephen Harper
Chef du Parti conservateur du Canada

Table des matières

<i>C'est assez!</i>	<i>7</i>
<i>Une plus grande imputabilité</i>	<i>8</i>
<i>Une économie plus forte</i>	<i>16</i>
<i>De meilleurs soins de santé</i>	<i>25</i>
<i>De meilleures collectivités</i>	<i>30</i>
<i>Plus de sécurité</i>	<i>35</i>
<i>Plan de dépenses des Conservateurs</i>	<i>43</i>

C'est assez!

« Ils aspirent à une meilleure patrie »

Peut-on lire sur les armoiries du Canada *Desiderantes Meliorem Patriam* : « Ils aspirent à une meilleure patrie ». Aspirer à une meilleure patrie – et exiger mieux – fait partie de l'esprit canadien. Les Canadiens travaillent fort et participent à leur vie communautaire parce qu'ils comprennent ce que signifie exiger mieux d'eux-mêmes et des autres.

Seul le gouvernement libéral à Ottawa semble se satisfaire de moins. Personne n'y est tenu imputable des pertes et de la corruption. Un fardeau fiscal plus lourd. Une économie affaiblie. Des soins de santé en déperdition. Des mesures laxistes en matière de santé et de sécurité. Ce gouvernement se satisfait de moins tout en percevant de plus en plus de taxes des familles canadiennes qui travaillent fort.

C'est assez! Nous devons exiger mieux

Après une décennie de promesses libérales creuses, les Canadiens en ont assez. Nous devons exiger mieux de notre gouvernement.

Nous devons exiger une meilleure éthique et plus d'intégrité de notre gouvernement de même qu'un système politique plus sain, plus imputable et plus démocratique. Nous devons changer les façons de faire à Ottawa.

Nous devons exiger un meilleur rendement économique et une diminution du fardeau fiscal des familles canadiennes. Nous devons cesser de dilapider des fonds publics et plutôt investir de façon sensée pour assurer la croissance à long terme de notre pays.

Nous devons exiger de meilleurs soins de santé, un financement adéquat et stable, des listes d'attente plus courtes et une plus grande imputabilité en matière de respect des normes.

Nous devons exiger de meilleurs services communautaires, une meilleure protection de l'environnement, un meilleur soutien des familles et une meilleure accessibilité aux études postsecondaires pour tous les jeunes Canadiens.

Nous devons exiger une meilleure sécurité nationale, une application plus musclée des lois à l'endroit des criminels et des terroristes de même que des forces armées plus efficaces et mieux outillées.

C'est assez! Exigeons un nouveau gouvernement

Après une décennie d'échecs libéraux, C'est assez et un changement de gouvernement s'impose. Le Parti conservateur dirigé par Stephen Harper est le seul parti à offrir une nouvelle vision et à avoir la volonté de changer les façons de faire à Ottawa. C'est assez! Votons Conservateur.

Exigeons une plus grande imputabilité :

Mettons fin au gaspillage, à la mauvaise gestion et à la corruption à Ottawa

Il est temps de mettre fin au gaspillage, à la mauvaise gestion et à la corruption qui ont marqué les années de gouvernement libéral.

Comme l'a révélé la vérificatrice générale, Sheila Fraser, les agences de publicité proches des Libéraux ont dérobé 100 millions \$ des contribuables sous la forme de commissions bidon dans le cadre du prétendu programme des « commandites ». Paul Martin et les Libéraux ont beau affirmer qu'ils comptent mettre fin à la corruption, mais leurs actions traduisent une réalité tout autre : ils font tout pour empêcher la vérité d'être exposée au grand jour.

Ce ne sont que les plus récents exemples du gaspillage, de la mauvaise gestion et de la corruption au sein d'un gouvernement où Paul Martin a occupé les fonctions de ministre des Finances et maintenant de premier ministre.

Dilapidation de 1 milliard \$ par DRHC et 2 milliards \$ pour le registre des armes à feu

Martin et les Libéraux nous lèguent le scandale de DRHC, où des subventions gouvernementales totalisant 1 milliard \$ ont été dilapidées avec la complicité du personnel politique des Libéraux. De plus, le registre de contrôle des armes à feu est, aux dires des chefs de police du Canada, totalement inefficace pour traquer les criminels. Rappelons que ce registre devrait coûter près de 2 milliards \$ aux Canadiens, soit 1 000 fois plus que les prévisions budgétaires initiales.

Les Canadiens en ont assez des Libéraux et de leurs années de gaspillage, de corruption et de mauvaise gestion. Les Canadiens doivent maintenant exiger mieux.

Un plan pour un gouvernement plus sain et plus intègre

Le Parti conservateur s'est donné un plan pour « faire le ménage » dans le gouvernement canadien et changer les façons de faire à Ottawa.

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper :

- donnera le mandat au vérificateur général de passer à la loupe tous les programmes fédéraux de subventions et de recommander des modifications pour réduire le gaspillage et la fraude;
- créera un poste de commissaire à l'éthique indépendant, lequel sera nommé par les parlementaires plutôt que par le premier ministre;
- interdira toute contribution d'entreprises et de syndicats aux partis politiques;
- déclenchera les élections fédérales à date fixe tous les quatre ans et étudiera la possibilité de procéder à d'autres réformes électorales;
- assurera le déroulement équitable des nominations de parti et des courses à la chefferie;
- tiendra des élections pour combler les postes vacants au Sénat;
- investira les députés de plus de pouvoirs individuels;
- s'assurera que les décisions importantes, telles que la définition du mariage par exemple, sont prises par les parlementaires et non les tribunaux;
- contribuera à améliorer et à clarifier les relations fédérales-provinciales.

Exigeons une plus grande imputabilité :

Nous donnerons le mandat au vérificateur général de passer à la loupe tous les programmes fédéraux de subventions et de recommander des modifications pour réduire le gaspillage et la fraude

La vérificatrice générale a dénoncé la corruption des Libéraux dans le « scandale des commandites ». Elle a fait la lumière sur le dépassement outrageux des dépenses dans le Registre des armes à feu et elle a exposé au grand jour la vérité sur la dilapidation scandaleuse de 1 milliard \$ par DRHC. À vrai dire, dans chacun de ses rapports de vérification, elle semble relever d'autres exemples qui démontrent combien les Libéraux gèrent mal les deniers publics.

L'argent des contribuables doit bénéficier à tous les Canadiens

Annuellement, le gouvernement verse quelque 18 milliards \$ en subventions aux particuliers, aux sociétés et aux organisations non gouvernementales. De plus, quelque 13 milliards \$ sont dépensés chaque année en contrats gouvernementaux. Bien que certaines de ces subventions et certains de ces contrats soient évidemment justifiés, le Parti libéral a trop souvent utilisé ces montants pour son propre bénéfice plutôt que pour en faire bénéficier l'ensemble des Canadiens.

Il est temps de mettre fin à ces pratiques. Le vérificateur général doit avoir les ressources et l'autorité nécessaires pour passer à la loupe la panoplie de subventions, de contributions, de programmes de publicité et de contrats de consultation du gouvernement et proposer les modifications qui s'imposent et ce, dans tous les ministères et toutes les sociétés d'État de l'appareil gouvernemental.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper demandera au vérificateur général de passer à la loupe, dans les plus brefs délais, tous les programmes fédéraux de subventions et de contributions et toutes les politiques d'adjudication de contrats. Nous donnerons suite à ses recommandations. De plus, nous augmenterons les budgets alloués aux vérifications internes. Nous nous assurerons de passer en revue tous les programmes de subventions sur une base quinquennale. Le vérificateur général sera investi du pouvoir d'enquêter sur les activités des sociétés d'État et des fondations financées par le gouvernement.

Nous interdirons aux ministères gouvernementaux de faire de la publicité partisane, et le vérificateur général aura le pouvoir de surveiller cette interdiction et de voir à ce qu'elle soit respectée.

Exigeons une plus grande imputabilité :

Nous créerons un poste de commissaire à l'éthique indépendant, lequel sera nommé par les parlementaires plutôt que par le premier ministre

Paul Martin promettait, en 1993 dans son « Livre rouge », de nommer un commissaire à l'éthique indépendant. Pendant plus de dix ans, Paul Martin et les Libéraux ont renoncé à cette promesse. En fait, Paul Martin lui-même a voté contre la promesse de son propre « Livre rouge » devant la Chambre des communes. Les Libéraux ont plutôt procédé à la nomination d'un conseiller en éthique dont le rôle se limite à celui d'un chien de manchon. Ce conseiller, nommé par le premier ministre et faisant rapport à ce dernier, s'est fermé les yeux sur la corruption et les conflits d'intérêt des Libéraux, depuis le « Shawinigate » jusqu'au « scandale des commandites » en passant par le conflit d'intérêt de Paul Martin et de sa société maritime.

Imputable à la Chambre des communes

Un gouvernement conservateur nommera un commissaire à l'éthique véritablement indépendant qui sera imputable envers les membres de la Chambre des communes plutôt qu'au Cabinet du premier ministre. Tout comme le vérificateur général, le commissaire à l'éthique indépendant fera rapport directement à la Chambre des communes et aura pour mandat d'enquêter sur les conflits d'intérêt impliquant des ministres, députés ou membres de leur personnel, ainsi que de recommander que des accusations soient portées contre les personnes concernées.

Nomination de hauts fonctionnaires indépendants par le Parlement

Alors que les Libéraux ont tardé à proposer un nouveau commissaire à l'éthique, ils ont laissé le soin au premier ministre de nommer ce commissaire. Il faut faire plus. Les hauts fonctionnaires indépendants du Parlement doivent être nommés par le Parlement avec la participation de tous les partis d'opposition. Il était inacceptable que le premier ministre nomme George Radwanski, un proche de celui-ci, au poste de commissaire à la protection de la vie privée, sachant que ce dernier a dilapidé des dizaines de milliers de dollars du public pour de fastes repas. Ces postes publics d'importance ne doivent plus jamais servir à des fins de favoritisme.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper légifèrera pour créer un Bureau de commissaire à l'éthique ayant un plein pouvoir d'enquête. Cette législation prévoira la nomination du commissaire par le Parlement, moyennant le consentement des partis d'opposition. Cette procédure de nomination servira à nommer tous les autres hauts fonctionnaires du Parlement, notamment :

- le vérificateur général;
- le directeur général des élections;
- le commissaire à l'accès à l'information;
- le commissaire à la protection de la vie privée.

Exigeons une plus grande imputabilité :

Nous interdirons toute contribution d'entreprises et de syndicats aux partis politiques

Les Libéraux ont permis que l'argent et l'influence jouent un trop grand rôle dans la politique canadienne. Pendant sa campagne à la direction du Parti libéral, Paul Martin a recueilli des sommes d'argent sans précédent auprès de grandes sociétés, dont la plupart sont demeurés secrètes pendant des années.

Au cours de leur dernière année au pouvoir, les Libéraux ont promulgué une législation, attendue depuis longtemps, visant à réduire le financement des partis politiques par les entreprises et les syndicats. Le Parti conservateur a appuyé ces mesures, mais nous irons plus loin et mettrons fin à toutes les contributions versées aux partis et à leurs candidats par les entreprises, les syndicats et les groupes d'intérêts.

Les contribuables forcés à subventionner les partis politiques

La législation actuelle prévoit également de massives subventions publiques au profit des partis politiques. Ainsi, les contribuables sont forcés d'appuyer les partis politiques, qu'ils le souhaitent ou non. Cette législation octroie quelque 40 millions \$ en subventions aux partis chaque année, ce montant étant réparti entre les partis en fonction du nombre de votes qu'ils ont recueillis aux dernières élections.

Le Parti conservateur soutient qu'il n'est pas suffisant de remplacer les contributions douteuses des entreprises et des syndicats par des subventions obligatoires puisées à même des poches des contribuables. Nous encouragerons plutôt les Canadiens à appuyer le processus politique sur une base volontaire en leur permettant de verser un montant nominal des impôts qu'ils paient au parti de leur choix.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper modifiera les lois sur le financement des élections pour interdire toute contribution, aux partis politiques et à leurs candidats, provenant d'entreprises, de syndicats ou d'organisations.

Nous éliminerons la subvention annuelle par électeur, actuellement versée aux partis politiques fédéraux. Nous ajouterons plutôt une case au formulaire T1 que les contribuables canadiens pourront cocher s'ils souhaitent verser un montant nominal de l'impôt sur leurs revenus au parti politique inscrit de leur choix. Cette mesure ne modifiera en rien le montant du solde d'impôts dû ou du remboursement d'impôt des contribuables.

Nous modifierons les lois sur le financement des élections pour permettre aux particuliers et aux organisations du Canada de s'exprimer librement pendant les campagnes électorales.

Exigeons une plus grande imputabilité :

Nous déclencherons les élections fédérales à date fixe tous les quatre ans et étudierons la possibilité de procéder à d'autres réformes électorales

Les Canadiens sont consternés de constater que nous sommes assujettis à des élections de mi-mandat, déclenchées uniquement pour le bénéfice personnel et partisan du premier ministre. Notre déficit démocratique le plus grave provient du fait qu'une seule personne dicte le moment où les Canadiens se rendront aux urnes pour s'exprimer.

Les provinces sont de plus en plus nombreuses à opter pour des élections à date fixe

La Colombie-Britannique tient dorénavant ses élections à date fixe tous les quatre ans et d'autres provinces – notamment l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick – y réfléchissent également. C'est maintenant au gouvernement fédéral d'agir.

Les Canadiens doivent exiger une meilleure démocratie. Un gouvernement conservateur mettra en place un système d'élections à date fixe tous les quatre ans. En plus de cette modification fondamentale à notre système démocratique, nous nous pencherons sur de nouvelles propositions visant à permettre une plus grande démocratie participative en révisant le système électoral actuel.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper, à l'instar de la Colombie-Britannique et l'Ontario, légifèrera pour rendre obligatoire la tenue d'élections à date fixe tous les quatre ans. Cependant, un gouvernement qui perdrait la confiance de la Chambre entraînerait le déclenchement immédiat des élections et les élections subséquentes auraient lieu quatre ans plus tard à la date fixée par la loi.

Un gouvernement conservateur nommera des commissions indépendantes et non partisans, dont le mandat sera d'étudier les meilleures pratiques de démocratie participative et de faire rapport sur des améliorations pouvant être apportées au système électoral.

Nous assurerons le déroulement équitable des nominations de parti et des courses à la chefferie

Les lois électorales du Canada régissent les campagnes mais n'imposent pratiquement aucune réglementation sur la direction interne et les processus de sélection des candidats des partis politiques, et ce en dépit du fait que ces mêmes partis reçoivent des millions de dollars en subventions financées par les contribuables.

Fin des nominations unilatérales par le premier ministre

Des questions ont été soulevées concernant les processus de nomination de l'ensemble des partis. Par exemple, Sheila Copps, une ancienne vice-première ministre, a été défaite dans la course d'investiture de sa circonscription par l'un des ministres favorables à Paul Martin. Cette situation a soulevé bien des questions sur le plan de l'équité. D'autres candidats libéraux ont été

Exigeons une plus grande imputabilité :

unilatéralement nommés par le premier ministre pour briguer les suffrages dans un comté, donnant ainsi l'impression aux membres de divers groupes ethniques et culturels qu'ils avaient été victimes de discrimination.

Un gouvernement conservateur s'assurera que les nominations de parti et les courses à la chefferie sont menées de manière équitable, transparente et démocratique. Nous ne permettrons pas aux chefs de parti de nommer des candidats dans les circonscriptions électorales sans avoir obtenu le consentement démocratique de leurs associations locales.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper mettra en place un système d'inscription volontaire des électeurs pour permettre aux Canadiens d'y inscrire le parti qu'ils appuient. Les nominations de parti et les courses à la chefferie pourront reposer sur ce système. Toute augmentation des coûts sera contrebalancée par une rationalisation de l'appareil bureaucratique d'Élections Canada. Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper exigera que tous les candidats à une élection générale ou partielle aient été démocratiquement approuvés par l'association locale de leur circonscription électorale.

Nous tiendrons des élections pour combler les postes vacants au Sénat

Dans une fédération telle que celle du Canada, les intérêts des provinces et des régions doivent être représentés au Parlement national. Les autres grandes fédérations du monde se sont dotées d'une chambre supérieure régionale à laquelle siègent des représentants élus. Nous devons exiger mieux. Il est inacceptable que le Canada du 21^e siècle compte encore une chambre du Parlement où les membres sont nommés par favoritisme. Malgré leur promesse de réformer le Sénat il y a des années, les Libéraux refusent toujours aux Canadiens la possibilité d'élire eux-mêmes leurs sénateurs. Créer une chambre parlementaire de représentants élus indépendamment du premier ministre, est une mesure essentielle pour mettre fin au déficit démocratique créé par les Libéraux. Et cela pourra se faire sans modifier la Constitution.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper ne nommera au Sénat que des sénateurs préalablement élus. De plus, un gouvernement conservateur proposera d'autres réformes pour transformer le Sénat en entité démocratique indépendante représentant l'ensemble des régions.

Nous investirons les députés de plus de pouvoirs individuels

En plus de dix ans, les Libéraux n'ont jamais réformé le Parlement. Paul Martin lui-même s'est plaint du « déficit démocratique »; pourtant, depuis qu'il est devenu premier ministre, il n'a pratiquement rien fait pour investir les députés de plus de pouvoirs véritables.

Exigeons une plus grande imputabilité :

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper s'assurera que tous les votes, à l'exception de ceux concernant les budgets, sont effectués librement par tous les députés de la chambre.

Un gouvernement conservateur autorisera le Parlement à évaluer et à ratifier d'importantes nominations (ex. : hauts fonctionnaires du Parlement, juges de la Cour suprême et dirigeants des principales sociétés d'État et agences gouvernementales).

Un gouvernement conservateur investira le Parlement et les comités parlementaires de plus de pouvoir pour analyser les dépenses prévues par les différents ministères et rendra les ministres imputables.

Nous nous assurerons que les décisions importantes, telles que la définition du mariage par exemple, sont prises par les parlementaires et non les tribunaux

Le Parti conservateur soutient que le Parlement, plutôt que des juges non élus, doit avoir le dernier mot dans les dossiers sociaux controversés tels que celui de la définition du mariage. En effet, la définition du mariage n'ayant jamais été contestée auparavant, le Parlement canadien n'a jamais promulgué de législation visant à le définir. Nous n'appuyons pas le scénario de référence actuel, par lequel il reviendra à la Cour suprême de statuer sur la constitutionnalité des lois sur le mariage de conjoints de même sexe et ce, avant même que la question n'ait été débattue au Parlement.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper retirera le scénario de référence sur le mariage actuellement présenté devant la Cour suprême, et tiendra en chambre un vote libre sur la définition du mariage.

Nous collaborerons avec les provinces et respecterons les principes fédéraux

Les Libéraux de Paul Martin ont centralisé de plus en plus de pouvoirs à Ottawa en outrepassant les compétences provinciales. Les Libéraux ont tendance à centraliser le pouvoir entre leurs propres mains et dérobent ainsi le Parlement et les provinces de leurs pouvoirs respectifs, contribuant du même coup au « déficit démocratique ». Tout en s'ingérant dans les affaires provinciales, Ottawa a négligé ses principales responsabilités que seul un gouvernement central peut assumer.

Exigeons une plus grande imputabilité :

Paul Martin fait partie du problème et non de la solution

Lorsqu'il était ministre des Finances, Paul Martin a massivement et unilatéralement sabré dans le financement des soins de santé. En fait, le financement des provinces a été plus affecté que ses propres dépenses fédérales. Aujourd'hui, Paul Martin se sert de la promesse d'augmenter les transferts aux provinces avec l'intention de s'ingérer davantage dans leurs compétences.

D'importantes réformes se font toujours attendre

En 1996, après la tenue d'un référendum au Québec, les Libéraux ont promis d'importantes réformes des relations avec les provinces. Malheureusement, plusieurs de ces réformes se font toujours attendre. Un gouvernement conservateur reprendra là où le présent gouvernement libéral s'est arrêté et jettera de nouvelles bases pour des relations plus harmonieuses avec les provinces.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper ne mettra en place aucun nouveau programme de partage des coûts dans des domaines de compétence provinciale, à moins d'avoir reçu l'appui d'au moins sept provinces représentant plus de 50 % de la population canadienne. Les provinces auront la liberté de choisir de ne pas participer à un programme fédéral de partage des coûts et d'opter pour une indemnisation totale si elles ont déjà en place un programme provincial comparable.

Un gouvernement conservateur appuiera le nouveau Conseil de la fédération créé par les provinces et encouragera le Conseil à partager l'information sur les meilleures pratiques dans des domaines tels que ceux des soins de santé, de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'aide sociale. Un gouvernement conservateur renégociera l'Accord sur le commerce intérieur pour mettre fin à l'exclusion de provinces, créer un processus de règlement des litiges rapide et exécutoire, et permettre une plus grande mobilité de la main-d'œuvre. Dans le cas où un accord volontaire ne peut être conclu, le gouvernement fédéral invoquera la Constitution pour s'assurer que les échanges commerciaux entre les provinces sont aussi libres que ceux effectués avec les États-Unis et le Mexique en vertu de l'ALENA.

Exigeons une économie plus forte :

Allègement du fardeau fiscal, contrôle des dépenses et création d'emplois

Après dix années de gouvernement libéral et neuf budgets de Paul Martin, le Canada figure parmi les pays du « G7 » où le fardeau fiscal est le plus élevé.

À l'heure actuelle, l'ensemble des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que des administrations municipales perçoivent des revenus annuels de 475 milliards \$. Cela représente plus de 15 000 \$ par Canadien, adultes et enfants confondus. Malgré un rajustement en fonction de l'inflation, ce chiffre représente une augmentation de plus du tiers comparativement à ce que payaient les Canadiens en 1981. C'est ainsi que les taxes, les frais d'utilisation, les redevances et autres revenus gouvernementaux représentent plus de 40 % de la valeur de l'économie canadienne.

Les Libéraux dilapident trop d'argent des contribuables en dépenses inutiles

Pire encore, trop de cet argent durement gagné par les contribuables est dépensé sans justification par les Libéraux – programmes bidon de DRHC, registre inutile des armes à feu, jets Challenger mis au service des ministres libéraux et généreux contrats publicitaires « sans échange de services » pour les contributeurs de la caisse électorale libérale.

La croissance économique passe par des investissements stratégiques et le gouvernement a son rôle à jouer à cet égard. Toutefois, les Libéraux gaspillent et n'investissent pas de façon intelligente. Les Canadiens doivent exiger un meilleur rendement économique.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur allégera le fardeau fiscal des particuliers et des familles, contrôlera les dépenses et investira dans les besoins essentiels tels que les infrastructures urbaines et collectives.

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper :

- réduira le taux d'imposition fédéral de la classe moyenne de plus de 25 pour cent;
- introduira une déduction de 2 000 \$ par enfant pour alléger le fardeau fiscal des familles;
- éliminera le surplus actuariel de la caisse d'assurance-emploi;
- investira dans les infrastructures en transférant un minimum de 3 cents de la taxe d'accise sur l'essence aux provinces;
- introduira un nouveau Régime enregistré d'épargne-vie qui permettra aux Canadiens de décaisser leurs épargnes à l'abri de l'impôt;
- contrôlera les dépenses gouvernementales et remboursera progressivement la dette nationale;
- coupera dans les subventions excessives aux grandes sociétés afin d'alléger le fardeau fiscal de l'ensemble des entreprises;
- investira dans la recherche et le développement, notamment en recherche médicale et scientifique;
- appuiera les agriculteurs, les pêcheurs et les travailleurs forestiers du Canada.

Exigeons une économie plus forte :

Nous réduirons le taux d'imposition fédéral de la classe moyenne de plus de 25 pour cent

En 2003, les Canadiens ont dû travailler dix jours de plus qu'en 1995 pour s'acquitter de leurs obligations fiscales. Les réductions d'impôt limitées annoncées dans le mini-budget préélectoral d'octobre 2000 n'ont pas suffi à contrebalancer l'alourdissement du fardeau fiscal que les Canadiens ont dû assumer pendant les années de règne libéral.

Le Canada continue d'afficher les taux d'impôt sur le revenu des particuliers les plus élevés au sein du « G7 ».

La classe moyenne du Canada a été frappée de plein fouet

La rémunération nette des Canadiens n'a pratiquement pas varié au cours de la dernière décennie. Les revenus familiaux n'ont pratiquement pas augmenté entre 1990 et 2000, enregistrant une croissance de moins de 1 pour cent en dix ans, période au cours de laquelle Paul Martin a occupé le poste de ministre des Finances pendant neuf ans.

La classe moyenne canadienne a été frappée de plein fouet par une décennie de négligence économique et n'a bénéficié que d'une légère réduction de ses impôts sur le revenu. Les Canadiens doivent exiger mieux.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper rehaussera le seuil de tous les paliers d'imposition. Nous éliminerons progressivement le palier d'imposition de 22 pour cent des particuliers gagnant un revenu imposable entre 35 000 \$ et 70 000 \$. Tous les autres paliers seront augmentés de 1 pour cent de plus que le taux d'inflation. Un contribuable qui gagne 50 000 \$ annuellement épargnera ainsi quelque 1 000 \$ annuellement en impôt une fois que cette mesure de réduction d'impôt aura été mise en œuvre.

Exigeons une économie plus forte :

Nous introduirons une déduction de 2 000 \$ par enfant pour réduire le fardeau fiscal des familles

Le système actuel d'impôt sur le revenu des particuliers n'offre aucune aide aux parents à revenu moyen qui élèvent des enfants. Les familles avec enfants paient le même montant en impôt que celles sans enfant gagnant un salaire comparable.

L'universalité de l'ancien programme d'allocations familiales a été progressivement éliminée jusqu'en 1994, année où Paul Martin a fini par l'abolir.

Un gouvernement conservateur sera plus équitable et allégera le fardeau fiscal en introduisant une déduction pour tous les enfants à charge âgés de moins de 16 ans.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper introduira une déduction de 2 000 \$ par enfant, étalé sur une période de quatre ans.

Nous éliminerons le surplus actuariel de la caisse d'assurance-emploi

Le régime d'assurance-emploi a été créé pour assurer une protection adéquate du revenu des Canadiens de toutes les régions dans le cas d'une perte inattendue de revenus. En vertu de ce régime, les critères d'admissibilité aux prestations doivent être équitables. Les cotisations au fonds d'assurance-emploi doivent être raisonnables afin d'en faire un fonds d'assurance et non pas, comme les Libéraux de Paul Martin l'ont fait au cours des années, une « caisse noire » utilisée pour équilibrer le budget ou payer d'autres dépenses.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper réduira les cotisations d'assurance-emploi pour éliminer le surplus actuariel de cette caisse et s'assurera que les cotisations servent à payer uniquement les prestations d'assurance-emploi aux travailleurs dans le besoin.

Exigeons une économie plus forte :

Nous investirons dans les infrastructures en transférant un minimum de 3 cents de la taxe d'accise sur l'essence aux provinces

Chaque année, le gouvernement fédéral perçoit 4,5 milliards \$ en taxes d'accise sur l'essence des Canadiens, soit l'équivalent de 10 cents par litre d'essence. En 1995, Paul Martin a créé une « taxe temporaire » de 1,5 cent visant à réduire le déficit annuel du gouvernement fédéral. Toutefois, une fois le déficit annuel épongé, les Libéraux ont conservé de façon permanente cette taxe supplémentaire. Les Libéraux fédéraux ne consacrent annuellement qu'une fraction de ce montant à la réfection des routes et des réseaux d'égouts du Canada, ainsi qu'aux autres besoins en matière d'infrastructure tels que le renouvellement des systèmes de transport en commun des villes ou l'alimentation en eau potable des municipalités rurales.

Les Libéraux ont créé des programmes très politisés

Plutôt qu'investir les revenus de la taxe sur l'essence dans le renouvellement des infrastructures, les Libéraux fédéraux ont mis sur pied une série de programmes dits d'infrastructure visant à forcer les gouvernements provinciaux et les administrations municipales à se plier aux priorités politiques libérales fédérales.

Nous avons été témoins d'allocations de budgets à diverses organisations sportives dans des circonscriptions libérales plutôt qu'à de véritables priorités d'infrastructure. À notre avis, ce sont les gouvernements provinciaux et les administrations municipales qui sont les mieux placés pour prendre la plupart des décisions en matière d'infrastructure. Un gouvernement conservateur maintiendra de tels programmes afin de soutenir les infrastructures frontalières et les réseaux routiers nationaux.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper négociera un transfert d'au moins 3 cents de la taxe d'accise sur l'essence aux provinces dans le cadre d'un accord national sur les infrastructures. Il éliminera progressivement le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique et d'autres programmes d'infrastructure de gestion fédérale tout en maintenant en place le Fonds pour l'infrastructure frontalière. Ces mesures permettront d'améliorer certaines infrastructures fédérales telles que les aéroports et les ports fédéraux de même que le réseau routier national.

Exigeons une économie plus forte :

Nous introduirons un nouveau Régime enregistré d'épargne-vie qui permettra aux Canadiens de décaisser leurs épargnes à l'abri de l'impôt

Le Régime enregistré d'épargne-retraite est un véhicule d'épargne et de placement très populaire auprès de nombreux Canadiens. Toutefois, l'une de ses principales failles consiste au fait que bien que vous allégiez votre fardeau fiscal en investissant dans votre REER, vous risquez de l'alourdir encore plus au moment de décaisser votre fonds de retraite. Vous risquez même de perdre une portion considérable de vos prestations de sécurité de la vieillesse.

Le REEV bénéficierait particulièrement aux Canadiens à faible revenu et à revenu moyen

La mise en place d'une autre forme de régime enregistré d'épargne-retraite – le Régime enregistré d'épargne-vie (REEV) – offrira plus de souplesse aux épargnants et complétera leur REER actuel. Le REEV est en fait une image-miroir du REER. Tandis que les cotisations ne sont pas franches d'impôts, les décaissements ne sont pas imposés. Le REEV bénéficierait particulièrement aux Canadiens à faible revenu et à revenu moyen. Principalement en raison de la réduction des prestations de retraite versées par l'État, ceux-ci sont souvent confrontés à des taux d'imposition plus élevés à la retraite qu'ils payaient plus tôt dans leur vie pendant les années où ils gagnaient des revenus et mettaient leurs épargnes de côté.

Ainsi, les salariés à faible revenu et à revenu moyen seraient encouragés à épargner davantage pour la retraite et réaliseraient de meilleurs rendements sur leurs placements.

De plus, le REEV donnerait aux Canadiens la possibilité d'épargner pour des besoins qui se manifestent bien avant le moment de la retraite. Il permettrait aux jeunes Canadiens d'accéder plus facilement à la propriété et aux Canadiens en général de mettre de l'argent de côté pour l'éducation ou la formation professionnelle, facilitant ainsi leur apprentissage continu ou celui de leurs enfants.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper permettra aux Canadiens de cotiser à un régime enregistré d'épargne-vie (REEV) jusqu'à concurrence de 5 000 \$ par année.

Exigeons une économie plus forte :

Nous contrôlerons les dépenses gouvernementales et rembourserons progressivement la dette nationale

Au cours des dernières années, les Libéraux ont dépensé sans réserve. Les dépenses de programmes budgétés du gouvernement libéral ont monté en flèche, passant de quelque 100 milliards \$ par année à 150 milliards \$ par année, ce qui représente une augmentation de l'ordre de 50 %.

Il est temps de mettre fin aux dépenses sans réserve

Les Libéraux dépensent sans réserve, non pas dans l'optique d'une planification judicieuse mais plutôt pour accorder des faveurs politiques. La réduction de la dette se limite ainsi aux fonds que les Libéraux ne réussissent pas à dépenser assez rapidement.

Un gouvernement conservateur assurera un contrôle des dépenses et cherchera à réduire progressivement l'hypothèque nationale, c'est-à-dire le fardeau astronomique de la dette qui pèse lourdement sur les épaules des générations futures. Ainsi, nous réduirons le montant d'intérêts sur la dette, sachant que le remboursement de celle-ci représente le principal poste budgétaire du gouvernement fédéral.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper adoptera une approche budgétaire prudente pour freiner les dépenses et légifèrera un plan de remboursement de la dette établissant un rapport dette-PIB cible.

Nous couperons dans les subventions excessives aux grandes sociétés afin d'alléger le fardeau fiscal de toutes les entreprises

Sous le gouvernement libéral, les Canadiens ont vu les grandes sociétés empocher des milliards de dollars en subventions et en prêts, dont plusieurs n'ont jamais été remboursés. Trop souvent, ces fonds ont été consentis à des entreprises « amies » du Parti libéral. Nous avons appris que la Société maritime CSL, alors propriété de Paul Martin lui-même, avait touché 161 millions \$ en « aide sociale », soit plus de 100 fois les 137 000 \$ initialement déclarés par le gouvernement. L'enquête sur cette « erreur comptable » se poursuit d'ailleurs présentement.

Pour aider toutes les entreprises, non seulement celles proches des Libéraux

Le gouvernement a le devoir d'aider l'ensemble des entreprises à créer des emplois, en maintenant un taux d'imposition bas et en créant un climat économique fort. Son rôle ne consiste donc pas à favoriser quelques entreprises triées sur le volet.

Un gouvernement conservateur cherchera à réduire ou à éliminer les subventions versées aux entreprises jusqu'à concurrence de 4 milliards \$ par année. Les économies ainsi réalisées serviront à alléger le fardeau fiscal de l'ensemble des entreprises

Exigeons une économie plus forte :

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper demandera immédiatement au vérificateur général de passer en revue tous les programmes de subventions, y compris les subventions aux entreprises. En fonction des conclusions de son étude, nous chercherons à éliminer les subventions aux entreprises jusqu'à concurrence de 4 milliards \$ par année. Les économies ainsi produites serviront à réduire ou à éliminer certains impôts et certaines taxes sur les entreprises, notamment :

- l'élimination de la taxe de sûreté aérienne de 12 \$;
- l'élimination de la taxe sur le capital;
- la réduction des impôts sur les gains en capital;
- la réduction des taux d'imposition de l'ensemble des entreprises, y compris les petites.

Nous investirons dans la recherche et le développement, surtout en recherche médicale et scientifique

Il a été démontré que la croissance économique passe par la recherche et le développement. Pourtant, le Canada continue d'afficher un des taux de dépenses en recherche et développement les plus bas du « G7 ». Le Parti conservateur du Canada s'engage à doter le Canada de meilleures capacités en matière de recherche.

La production et l'élaboration de nouvelles connaissances scientifiques sont essentielles à la croissance et à la prospérité de l'économie canadienne. Toutefois, la solution ne réside pas en des cadeaux ou « prêts » du gouvernement sans attente de remboursement. Il nous faut plutôt des politiques saines qui soutiennent la recherche à la fois privée et universitaire.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper encouragera les activités de recherche et développement par l'émission de crédits d'impôt, l'élimination de l'impôt sur le capital, la mise en place d'un régime de propriété intellectuelle concurrentiel et une meilleure accessibilité au financement du secteur privé pour les petites et moyennes entreprises. En partenariat avec les universités et le secteur privé, nous ferons la promotion de la croissance des grappes d'innovation d'un bout à l'autre du Canada.

Un gouvernement conservateur continuera de financer l'innovation, le développement technologique et la recherche par l'entremise de conseils subventionnaires indépendants. Nous mettrons en place un processus concurrentiel d'évaluation par les pairs et assurerons une meilleure transparence et plus d'imputabilité. Les subventions seront octroyées en fonction des décisions rendues par ces conseils et non en fonction de considérations politiques ou régionales.

Exigeons une économie plus forte :

Nous appuierons les agriculteurs, les pêcheurs et les travailleurs forestiers du Canada

Les secteurs industriels primaires traditionnels du Canada, comme l'agriculture, la pêche et la foresterie, continuent de jouer un rôle de premier plan dans la nouvelle économie. Les gens qui travaillent dans ces secteurs contribuent au dynamisme économique canadien. Pourtant, l'on fait trop souvent fi de leur importance capitale pour notre économie et la vie collective de notre pays.

Nos industries primaires ont souffert

Nos industries primaires ont souffert des différends commerciaux internationaux, des catastrophes naturelles et des épidémies auxquels le gouvernement fédéral a tardé à réagir.

Un gouvernement conservateur défendra les agriculteurs, les pêcheurs et les travailleurs forestiers canadiens dans l'arène commerciale mondiale et prendra rapidement les mesures nécessaires pour assurer une indemnisation et un soutien adéquats lorsque les industries doivent lutter contre des conditions indépendantes de leur volonté.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper :

- soutiendra l'utilisation des programmes de sécurité du revenu afin d'aider les producteurs qui luttent contre des conditions indépendantes de leur volonté. Les mesures visant à offrir un soutien accru à l'industrie agricole et agroalimentaire ne doivent pas perturber les échanges commerciaux et doivent respecter les obligations du Canada en matière de commerce international;
- donnera aux agriculteurs la liberté de prendre leurs propres décisions en ce qui a trait à la mise en marché et au transport, et leur permettra de diriger et de structurer des organisations de producteurs, et d'y participer de façon volontaire;
- assurera la viabilité continue des industries bénéficiant d'une protection de régulation de l'offre et appuiera l'objectif de gestion de l'offre pour que le consommateur reçoive un produit de qualité à un juste prix, et ce, avec un profit raisonnable pour le producteur;
- appuiera des systèmes commerciaux fondés sur des règles tels que l'ALENA et l'OMC pour promouvoir le libre-échange et le commerce équitable, surtout en cas d'inégalité entre les partenaires commerciaux;
- assurera l'avenir de l'industrie canadienne du bois d'œuvre en ayant recours au libre-échange. Nous offrirons un programme de soutien temporaire des travailleurs forestiers déplacés par le litige dans le dossier du bois d'œuvre, de même que des garanties d'emprunt aux entreprises à la recherche de liquidités pour payer les tarifs imposés par les États-Unis en raison de ce différend commercial;
- élaborera un cadre de gestion permettant d'augmenter la participation des provinces et des territoires à la gestion des pêches et à son contrôle;
- intensifiera la mise en application de la limite des deux cents milles marins et élargira cette limite au bord du plateau continental et au nez et à la queue du Grand banc, au Bonnet flamand dans l'Atlantique nord, et déploiera des efforts de mise en application mieux concertés dans la limite de deux cents milles marins afin de protéger les stocks chevauchants contre les pratiques d'exploitation non durables par des pêcheurs étrangers;

Exigeons une économie plus forte :

- investira plus dans la recherche et la science sur les pêches, en particulier l'exploitation durable, et transférera les Directions générales des pêches et des sciences du ministère des Pêches et Océans sur les côtes est et ouest, afin de leur permettre de mieux comprendre les préoccupations des pêcheurs et d'y donner suite;
- en vertu du système fiscal, assurera que les transferts intergénérationnels de capitaux au sein d'une même famille sont traités équitablement quant aux secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des pêches.

Exigeons de meilleurs soins de santé :

Pendant les dix années de gouvernement libéral, notre système de soins de santé a été perturbé par une crise après l'autre. En 1995, Paul Martin a coupé dans le financement des soins de santé, y effectuant une ponction de quelque 25 milliards \$ au cours des quatre années suivantes. Notre système de soins de santé ne s'est jamais remis de ces coupes massives effectuées par Paul Martin. D'un bout à l'autre du Canada, des hôpitaux ont fermé leurs portes, les niveaux de services ont été réduits et les listes d'attente se sont allongées.

Les listes d'attente sont trop longues, c'est inacceptable

Une étude comparative de 12 spécialisations dans 10 provinces, a démontré que les Canadiens doivent aujourd'hui attendre 17,7 semaines en moyenne entre le moment où un omnipraticien les réfère à un spécialiste et le moment où ils reçoivent le traitement qu'exige leur état de santé. C'est une augmentation du délai de l'ordre de 9 semaines comparativement à 1993. Dans plus de 90 % des cas, le délai d'attente que doivent endurer les Canadiens dépasse ce que les médecins considèrent comme le délai d'attente cliniquement acceptable. Les listes d'attente pour soins médicaux au Canada sont parmi les plus longues de l'OCDE, et ce, en dépit du fait que le Canada est le deuxième pays de l'OCDE en matière de dépenses en soins de santé par habitant.

L'Accord sur le renouvellement des soins de santé est relégué aux oubliettes

Le Parti conservateur appuie l'Accord sur le renouvellement des soins de santé conclu entre le gouvernement fédéral et les provinces en 2003. Par ailleurs, Paul Martin et le gouvernement libéral ont laissé passer de très importantes échéances stipulées dans l'Accord. Selon le magazine Macleans, l'Accord a été relégué aux oubliettes, et le premier ministre et son ministre de la Santé n'en ont d'ailleurs fait pratiquement aucune mention dans de récents discours.

Les Canadiens doivent exiger de meilleurs soins de santé, car ils s'attendent à un accès aux services de santé dans des délais acceptables, et ce, nonobstant leur capacité de payer. Et nous ne méritons rien de moins.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper :

- collaborera avec les provinces pour donner suite à l'Accord de 2003 sur le renouvellement des soins de santé;
- assurera un financement stable et durable des soins de santé;
- tiendra les gouvernements fédéral et provinciaux imputables des engagements pris en vertu de l'Accord;
- réagira plus efficacement aux urgences qui mettent la santé publique en danger;
- assurera un meilleur accès aux nouveaux médicaments et aux produits de santé naturels;
- fera la promotion du sport amateur et de la bonne forme physique.

Nous collaborerons avec les provinces pour donner suite à l'Accord de 2003 sur le renouvellement des soins de santé

En février 2003, les premiers ministres des gouvernements fédéral et provinciaux se sont entendus sur un Accord sur le renouvellement des soins de santé. Cet accord fut conclu avec les provinces pendant la courte période où Paul Martin n'était ni ministre des Finances ni encore premier ministre.

Exigeons de meilleurs soins de santé :

Rétablir un financement adéquat des soins de santé

L'Accord a beaucoup fait pour rétablir un financement adéquat des soins de santé après des années de coupures de Paul Martin. L'Accord était favorable à une réforme des soins de santé primaires, aux soins à domicile et aux régime d'assurance de médicaments onéreux et accordait aux provinces la souplesse nécessaire pour atteindre ces objectifs. Il créait un fonds fédéral de transfert dédié à la santé afin d'accroître la transparence du financement des services de santé. De plus, il prévoyait une meilleure imputabilité dans le cadre du régime de santé afin de rendre compte de la qualité du système à intervalles réguliers.

Stephen Harper et le Parti conservateur soutiennent la mise en œuvre de l'Accord de 2003 sur le renouvellement des soins de santé.

Paul Martin s'étant montré tiède vis-à-vis cet Accord, les résultats anticipés furent décevants. La création du Conseil canadien de la santé a été reportée et deux provinces – l'Alberta et le Québec – n'y siègent toujours pas à ce jour.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper collaborera avec les provinces afin de mettre en œuvre les engagements stipulés dans l'Accord de 2003 sur le renouvellement des soins de santé. Nous tenterons d'intégrer l'Alberta et le Québec dans le Conseil canadien de la santé afin que ce dernier représente véritablement l'ensemble des Canadiens.

Nous assurerons un financement stable et durable des soins de santé

Le système de santé canadien ne s'est pas encore remis des coupures de 25 milliards \$ imposées par Paul Martin au cours des années 1990. Le gouvernement fédéral a la responsabilité d'assurer un financement stable et durable des soins de santé. L'Accord de 2003 sur le renouvellement des soins de santé conclu entre les gouvernements provinciaux et fédéral rétablit cette base de financement dans une certaine mesure, et nous le mènerons à terme.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper s'engage à débloquer les 36,8 milliards \$ de nouveaux fonds promis en vertu de l'Accord sur le renouvellement des soins de santé.

Un gouvernement conservateur est également prêt à négocier avec les provinces dans l'optique de bonifier l'engagement fédéral à long terme en matière de financement des soins de santé, pourvu que les nouveaux fonds ainsi débloqués servent à atteindre les objectifs plus généraux de réforme de la santé contenus dans l'Accord de 2003. Dans le cadre de ses discussions avec les provinces, un gouvernement conservateur proposera que le gouvernement fédéral se porte directement responsable du régime d'assurance de médicaments onéreux prévu dans l'Accord.

Exigeons de meilleurs soins de santé :

Un gouvernement conservateur réévaluera également la formule de péréquation. Nous opterons pour une norme applicable aux dix provinces qui exclut les recettes de l'exploitation de ressources non renouvelables de la formule de péréquation (pour venir en aide notamment aux provinces de l'Atlantique et à la Saskatchewan) et le ferons de telle sorte qu'aucune province, bénéficiant de la péréquation, ne reçoive moins de financement pendant la transition vers la nouvelle formule, que ce que lui assure la formule actuelle.

Nous tiendrons les gouvernements fédéral et provinciaux imputables des engagements pris en vertu de l'Accord

Maintenant que les premiers ministres du Canada se sont entendus sur l'Accord national sur le renouvellement des soins de santé, nous devons faire preuve de la volonté politique nécessaire d'y donner suite. Au fédéral, cela se traduit par le transfert d'un financement adéquat, prévisible et croissant afin de soutenir les soins de santé et d'assurer le respect des principales échéances.

Déjà, d'importantes échéances n'ont pas été respectées

Les gouvernements fédéral et provinciaux n'ont pas respecté les échéances qu'ils s'étaient fixées eu égard à la réforme des soins de santé. L'élaboration de nouveaux indicateurs en matière de qualité, d'accès raisonnable aux soins, de viabilité, d'état de santé et de bien-être, affiche également des retards. Une liste commune des soins de santé à domicile couverts par l'Accord tarde à être dressée. Et nous n'avons encore rien obtenu en matière d'ajout, d'ici 2006, d'un régime d'assurance de médicaments onéreux aux régimes provinciaux de santé.

Les Canadiens doivent exiger mieux et insister pour que les gouvernements fédéral et provinciaux respectent les engagements qu'ils ont pris avec l'Accord sur le renouvellement des soins de santé. La réforme de la santé ne doit pas être reléguée à nouveau sur la liste d'attente des Libéraux.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper insistera sur l'imputabilité en vertu de l'Accord sur le renouvellement des soins de santé en :

- assurant que les indicateurs de rendement en matière de qualité, d'accès raisonnable aux soins, de viabilité, d'état de santé et de bien-être sont élaborés;
- fournissant aux Canadiens une liste des services de soins à domicile communs qui seront couverts;
- rendant compte auprès des Canadiens sur la planification des provinces visant à assurer l'accès à un régime d'assurance de médicaments onéreux d'ici 2005-2006;
- collaborant avec les provinces, par l'entremise du Conseil canadien de la santé, pour surveiller et faire rapport sur les listes d'attente et trouver des solutions à ce problème;
- proposant aux provinces un régime fédéral d'assurance de médicaments onéreux.

Exigeons de meilleurs soins de santé :

Nous réagirons plus efficacement aux urgences qui mettent la santé publique en danger

Au cours des récentes années, de nouvelles épidémies se sont répandues à une vitesse étonnante aux quatre coins du globe. Qu'il s'agisse du SIDA, du virus d'Ebola, du SRAS ou de la grippe aviaire, nous vivons dans une nouvelle réalité où une éclosion isolée aujourd'hui en Asie ou en Afrique peut se transformer demain en une crise frappant la ville de Vancouver ou de Toronto. Des maladies animales telles que la grippe aviaire ou l'ESB menacent d'infecter des populations humaines et la menace de bioterrorisme plane plus que jamais depuis le 11 septembre 2001.

Les Libéraux tardent à réagir

Sous les Libéraux, le gouvernement fédéral a fait preuve d'un grand laxisme et de beaucoup d'incertitude à réagir aux urgences mettant en danger la santé publique. Nous nous rappelons tous du spectacle auquel nous avons eu droit suivant l'éclosion du SRAS l'année dernière. La réaction du fédéral s'est alors limitée à distribuer des « cartes roses » dans les aéroports et à se disputer avec l'Ontario à propos de surcompensation. Le rapport produit par le gouvernement fédéral lui-même sur l'éclosion du SRAS reprochait à Santé Canada d'avoir été « très peu visible » pendant la crise. Le gouvernement a tardivement annoncé la mise en place d'une Agence canadienne de la santé publique et la nomination d'un agent de santé publique en chef pour le Canada, des décisions que le Parti conservateur appuie. Toutefois, le gouvernement doit assurer un soutien adéquat à ces nouvelles instances et éviter de transformer la sélection de l'agent de santé publique en chef pour le Canada ou le choix de l'emplacement pour l'Agence canadienne de santé publique en ballons politiques.

Les Canadiens doivent exiger une réaction plus efficace aux crises de santé publique.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper :

- appuiera la nomination d'un agent de santé publique en chef et la création de l'Agence canadienne de santé publique;
- établira, en collaboration avec les provinces, les rôles des gouvernements respectifs lors de crises de santé publique;
- s'entendra sur une formule d'indemnisation en cas de crise de santé publique pour éviter les disputes financières pendant que des patients demeurent à risque.

Exigeons de meilleures collectivités :

Nous assurerons un meilleur accès aux nouveaux médicaments et aux produits de santé naturels

Les Canadiens demeurent confrontés à des délais inacceptables pour bénéficier de nouveaux médicaments d'importance vitale, des délais causés par la bureaucratie fédérale. Une étude menée à grande échelle l'année dernière a démontré que le délai moyen pour faire approuver un nouveau médicament se chiffre à 704 jours au Canada comparativement à 393 jours aux États-Unis. Des délais d'étude plus longs ont pour effet de prolonger les délais d'attente pour les Canadiens qui veulent profiter de nouveaux médicaments améliorés. En conséquence, l'industrie pharmaceutique canadienne est moins concurrentielle sur le plan international.

De plus, pendant que les Canadiens se voient refuser l'accès aux principaux nouveaux médicaments, ils éprouvent également de la difficulté à se procurer des produits de santé naturels et complémentaires.

Les Canadiens doivent exiger un meilleur accès aux nouveaux médicaments d'importance vitale.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper éliminera la bureaucratie entourant l'approbation de nouveaux médicaments et réduira les délais d'approbation des médicaments au niveau de la moyenne américaine.

Un gouvernement conservateur considérera les produits de santé naturels comme des produits alimentaires plutôt que des produits pharmaceutiques.

Nous ferons la promotion du sport amateur et de la bonne forme physique

L'activité physique est une pierre angulaire de la promotion de la santé. Maintenant qu'il est confirmé que les Jeux olympiques de 2010 se disputeront à Vancouver/Whistler, le Canada se voit offrir une occasion unique de présenter ses athlètes amateurs de premier calibre au monde entier. Le gouvernement a un rôle à jouer pour encourager le sport amateur, entre autres en intéressant localement les jeunes Canadiens à l'activité physique.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper allouera, au financement de l'activité physique, 1 pour cent des budgets fédéraux réservés à la santé. Cette mesure assurera un meilleur soutien à l'Agence olympique canadienne, aux athlètes amateurs ainsi qu'aux activités à l'intention des enfants d'âge scolaire telles que les programmes de Prix d'excellence.

Exigeons de meilleures collectivités :

Une éducation de qualité, le soutien des familles et un environnement sain

Les Canadiens se préoccupent de plus en plus de l'avenir de leurs collectivités et du type de société qu'ils légueront aux prochaines générations. Nos enfants et nos jeunes auront-ils accès à une éducation de grande qualité? Que pouvons-nous faire pour soutenir les familles dans le besoin et confirmer la famille comme institution sociale? Compterons-nous suffisamment de travailleurs spécialisés pour soutenir les besoins d'une population vieillissante? Et vivrons-nous dans un environnement malsain ou ferons-nous plutôt cadeau aux générations futures d'une meilleure qualité environnementale de l'air, de l'eau et du territoire?

Les Canadiens doivent exiger mieux pour leurs collectivités.

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper :

- collaborera avec les provinces pour réduire les obstacles financiers à l'éducation postsecondaire et à la formation;
- allégera le fardeau fiscal des Canadiens à faible revenu ou à revenu fixe, afin de les aider à supporter la hausse des coûts des services publics, de l'assurance et de l'essence;
- augmentera les crédits d'impôt aux personnes soignantes qui s'occupent d'un proche aîné, malade ou invalide;
- reconnaîtra plus facilement les titres de compétences étrangers et l'expérience de travail des immigrants acquise dans leur pays natal;
- travaillera à améliorer la situation socioéconomique des Autochtones du Canada;
- deviendra un chef de file mondial en matière d'environnement en matière de propreté de l'air, de l'eau, du territoire et des ressources énergétiques.

Nous collaborerons avec les provinces pour réduire les obstacles financiers à l'éducation postsecondaire et à la formation

Des études postsecondaires deviennent un préalable de plus en plus essentiel pour accéder à des emplois bien rémunérés dans tous les secteurs de l'économie. Pourtant, les étudiants qui poursuivent de telles études ainsi que les membres de leur famille continuent de lutter contre l'augmentation des frais de scolarité et le poids d'un endettement de plus en plus lourd. Nous devons exiger mieux et nous assurer qu'aucun étudiant ayant le désir et les capacités d'apprendre ne se voit refuser la possibilité de poursuivre des études postsecondaires en raison de moyens financiers inadéquats.

Bonification du Programme canadien de prêts aux étudiants

Un gouvernement conservateur collaborera avec les provinces pour bonifier le Programme canadien de prêts aux étudiants afin d'aider les étudiants à surmonter les obstacles financiers auxquels ils sont confrontés.

Exigeons de meilleures collectivités :

Le REEV pour aider les Canadiens à épargner pour les études

Notre nouveau Régime enregistré d'épargne-vie (REEV) permettra aux Canadiens et aux familles canadiennes d'épargner pour leurs propres études ou celles de leurs enfants. Le REEV permettra aux Canadiens de décaisser leurs épargnes à l'abri de l'impôt pour financer leurs études supérieures.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper, en collaboration avec les provinces, augmentera le plafond des prêts consentis aux étudiants, élargira la définition des dépenses admissibles et relèvera le seuil des revenus de ménage. De plus, dès la première année nous octroierons des bourses de scolarité aux étudiants provenant de familles à faible revenu. Nous encouragerons les familles à épargner en vue des études de leurs enfants grâce à des mesures telles que le Bon d'études canadien, une bonification de la Subvention canadienne pour l'épargne-études et le Régime enregistré d'épargne-vie.

Nous allégerons le fardeau fiscal des Canadiens à faible revenu ou à revenu fixe afin de les aider à supporter la hausse des coûts des services publics, de l'assurance et de l'essence

Les Canadiens à revenu modeste ou fixe ont été frappés particulièrement durement au cours des récentes années. Les frais d'assurance et d'autres coûts fixes ont en effet augmenté plus rapidement que les revenus. De surcroît, tout récemment, le prix de l'essence a atteint des niveaux inquiétants. Afin de contrer ces hausses de coûts, le Parti conservateur offrira des solutions pour alléger le fardeau fiscal des Canadiens.

Les Canadiens, surtout les aînés à revenu fixe, sont confrontés à des hausses de coûts sur lesquelles ils n'exercent aucun contrôle. Pensons à l'augmentation des tarifications d'assurance et à la hausse des coûts des services publics. Les Canadiens méritent un allègement de leur fardeau fiscal pour compenser ces hausses de coûts.

Nous éliminerons la taxe cumulée

Nous allégerons les coûts d'essence des automobilistes. À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral impose la TPS sur le plein prix de l'essence – un prix sur lequel des taxes fédérales sur l'essence sont déjà perçues. Autrement dit, le gouvernement fédéral impose une taxe cumulée.

Le gouvernement fédéral recueille 32 millions \$ supplémentaires chaque fois que le prix du litre d'essence augmente de 1 cent. Ainsi, la hausse du prix de l'essence se traduit par un bénéfice extraordinaire de TPS pour le gouvernement fédéral. Nous mettrons fin à ce bénéfice extraordinaire dès que le prix du litre d'essence atteint plus de 85 cents.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper bonifiera le montant du crédit pour TPS de 25 pour cent.

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper mettra fin à la taxe cumulée en éliminant l'imposition de la TPS sur la taxe d'accise fédérale sur l'essence.

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper éliminera la TPS sur la portion du prix du litre d'essence qui dépasse 85 cents.

Exigeons de meilleures collectivités :

Nous augmenterons les crédits d'impôt aux personnes soignantes qui s'occupent d'un proche âgé, malade ou invalide

Les Canadiens sont de plus en plus nombreux à s'occuper de leurs parents âgés, d'autres aînés ou encore d'un proche invalide à la maison. Cette tendance ne fera que s'accroître au fur et à mesure du vieillissement de la population.

Pour une plus grande dignité

Le niveau de dignité des aînés bénéficiant de soins à domicile s'accroît avec la possibilité de vivre en présence des êtres qui leur sont chers.

Le Parti conservateur du Canada souhaite offrir l'aide et l'encouragement nécessaires aux familles qui décident de s'occuper d'un proche à la maison, puisqu'une telle décision requiert souvent un sacrifice sur le plan financier.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper doublera le crédit d'impôt accordé aux personnes soignantes afin de couvrir des dépenses admissibles de 7 000 \$.

Nous assurerons une meilleure reconnaissance des titres de compétences étrangers et de l'expérience de travail des immigrants acquise dans leur pays d'origine

L'immigration a enrichi le Canada

Le Parti conservateur reconnaît que notre société est enrichie par l'immigration et que le Canada est une société bâtie par des vagues successives d'immigrants de toutes les parties du globe.

Les immigrants doivent pouvoir contribuer pleinement

Trop souvent, les immigrants éprouvent de la difficulté à mettre en application les compétences qui leur ont permis d'immigrer au Canada en premier lieu. Un trop grand nombre de travailleurs spécialisés et de professionnels éprouvent de la difficulté à faire reconnaître leurs titres de compétences, même après qu'ils ont été évalués et vérifiés dans le cadre du processus d'immigration. Nous ne tolérerons pas que des groupes d'intérêts particuliers empêchent les immigrants de contribuer pleinement à la société canadienne.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper assurera une reconnaissance accélérée des titres de compétences et de l'expérience de travail acquis à l'étranger.

Exigeons de meilleures collectivités :

Nous travaillerons à améliorer la situation socioéconomique des Autochtones du Canada

Un gouvernement conservateur travaillera à améliorer la situation socioéconomique des Canadiens et des collectivités autochtones. Le Parti conservateur croit au principe de l'autonomie gouvernementale reconnu dans la Constitution du Canada. Les principes de la Charte canadienne des droits et libertés doivent s'appliquer aux gouvernements autochtones au même titre qu'aux autres paliers gouvernementaux.

Paul Martin et les Libéraux ont vanté les mérites d'appuyer les Autochtones du Canada pendant de nombreuses années, mais ils ont rarement donné suite à leurs belles paroles.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper appuiera l'élaboration d'un régime des biens sur les réserves pour encourager l'accession à la propriété et l'octroi de prêts pour les logements privés et les entreprises. Un gouvernement conservateur créera également un régime de biens matrimoniaux pour protéger les femmes et les enfants en cas de rupture du mariage.

Un gouvernement conservateur, en consultation avec les provinces et les Autochtones, permettra aux parents de choisir librement l'éducation de leurs enfants et s'assurera que le financement suit le parcours scolaire des étudiants.

Nous deviendrons un chef de file mondial en matière d'environnement en matière de propreté de l'air, de l'eau, du territoire et des ressources énergétiques

Les Canadiens reconnaissent la chance qu'ils ont de vivre dans l'un des plus beaux pays du monde, un pays abritant les plus grandes réserves d'eau douce de la planète ainsi qu'une abondance de ressources naturelles et d'espèces fauniques. Cependant, nous savons également que nous ne pouvons nous permettre de prendre cet environnement naturel pour acquis. Nous devons gérer l'environnement de façon responsable.

Nous devons aller au-delà des paroles et produire des résultats

Paul Martin et le gouvernement libéral ont beaucoup parlé d'environnement mais très peu agi en cette matière. La Société maritime CSL, alors propriété de Paul Martin, a été accusée d'avoir pollué le port de Halifax pendant que celui-ci était membre du gouvernement. Selon le Commissaire de l'environnement et du développement durable, le Canada souffre d'un « déficit en matière d'environnement et de développement durable » causé en partie par « l'écart entre les engagements du gouvernement fédéral et les résultats produits par ce dernier ».

Les Canadiens doivent exiger une meilleure gérance de leur environnement. Ils doivent exiger que le gouvernement s'intéresse moins à faire des annonces tapageuses lors de conférences internationales et plus à produire des résultats environnementaux concrets.

Un gouvernement conservateur collaborera avec les provinces afin de s'attaquer aux véritables problèmes environnementaux et élaborer une vision à long terme permettant de léguer un environnement sain et viable aux générations futures.

Exigeons de meilleures collectivités :

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur mettra en œuvre les engagements pris par Stephen Harper en février 2004 et portant le titre *Pour un Canada plus pur*, notamment :

- légiférer sur les droits d'émissions de polluants contribuant au smog tels que les oxydes d'azote (NO_x), le dioxyde de soufre (SO₂) et les composés organiques volatils (COV). Négocier, avec les États-Unis et les États frontaliers, des limites d'émissions applicables aux centrales électriques et aux cheminées industrielles. Étudier la possibilité de mettre en place un système d'échange des droits d'émissions permettant aux entreprises d'accumuler des crédits de réduction des polluants contribuant au smog;
- augmenter à 500 000 \$ les pénalités pour une première contravention en plus des coûts de nettoyage d'un déversement océanique. Déposer une législation permettant de saisir et de mettre sous séquestre les navires et leur cargo jusqu'au paiement des amendes. Financer davantage la surveillance par satellite-radar sur les côtes atlantique et pacifique;
- mener un audit des décharges fédérales contaminées afin d'en établir les risques potentiels pour la santé et les coûts de nettoyage. Engager des dépenses de 4 milliards \$ sur une période de dix ans pour nettoyer des sites contaminés tels que les étangs bitumineux de Sydney;
- permettre aux entreprises de déduire leurs dépenses de restauration de friches industrielles et donner suite aux autres mesures recommandées par la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie afin de réduire les risques de développement de friches industrielles par le secteur privé;
- élaborer, en collaboration avec les provinces, une stratégie nationale sur l'énergie de remplacement, l'économie d'énergie, l'utilisation accrue des sources d'énergie renouvelables, la recherche et le développement d'énergies de remplacement et de technologies écoénergétiques ainsi qu'une étude à long terme sur la situation énergétique du Canada tenant compte du coût relatif des sources d'énergie, de la sécurité énergétique, des relations commerciales et de la conservation de l'environnement;
- rediriger les dépenses engagées par le fédéral pour s'acquitter de ses obligations en vertu du Protocole de Kyoto – un accord de moins en moins pertinent – vers des programmes concrets afin d'assurer la propreté de l'air, de l'eau et du territoire tout en promouvant l'économie d'énergie.

Exigeons plus de sécurité :

Pour accroître la sécurité dans nos rues, consolider nos frontières et garder notre pays fort

Au fil des années, les gouvernements libéraux ont fait preuve de laxisme en matière de mise en application des lois nationales et ont laissé s'affaiblir notre défense nationale. La vérificatrice générale s'est dite très préoccupée par la politique libérale en matière de renvoi, qu'elle qualifie d'ailleurs de laxiste. Devant la menace du terrorisme international et compte tenu de la facilité avec laquelle les criminels et les terroristes réussissent à franchir nos frontières par un simple clic de souris, les Canadiens se rendent compte que nous risquons de payer cher notre sécurité défaillante et notre niveau de préparation inadéquat, à la fois à l'intérieur de nos frontières et à l'étranger.

Les Canadiens doivent exiger une meilleure sécurité. Nous devons accroître la sécurité dans nos rues, consolider nos frontières et garder notre pays fort.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper :

- protégera nos collectivités contre le crime en mettant en place le principe des peines réelles, en resserrant les modalités de libération conditionnelle et en tenant les jeunes contrevenants imputables de leurs actions;
- protégera nos enfants en éliminant toutes les défenses possibles en matière de pornographie juvénile;
- luttera contre le crime en éliminant le registre des armes à feu et en consacrant les montants ainsi économisés à l'application des lois;
- protégera notre sécurité nationale en s'assurant que toutes les personnes faisant l'objet d'une mesure de renvoi quittent le pays;
- bâtira un meilleur partenariat avec ses principaux alliés et partenaires commerciaux et rehaussera les relations commerciales en Amérique du Nord et du Sud;
- mettra en œuvre une politique étrangère véritablement canadienne;
- munira les Forces canadiennes du matériel nécessaire pour mener à bien leur exigeant et difficile travail.

Nous protégerons nos collectivités contre le crime en mettant en place le principe des peines réelles, en resserrant les modalités de libération conditionnelle et en tenant les jeunes contrevenants imputables de leurs actions

Tous les Canadiens ont le droit de vivre en sécurité dans leur foyer et leur quartier. Nous devons rétablir des sanctions plus sévères pour les criminels et démontrer plus de compassion envers les victimes d'actes criminels plutôt qu'envers les contrevenants.

Un gouvernement conservateur rétablira l'équilibre et l'imputabilité du système de justice pénale du Canada.

Exigeons plus de sécurité :

Une peine d'emprisonnement à perpétuité doit être purgée à perpétuité

Nous assurerons un système de peines réelles reposant sur le principe que toute peine imposée doit être purgée en totalité. Une peine d'emprisonnement à perpétuité doit être purgée à perpétuité, et les peines multiples doivent être purgées de façon consécutive et non concurrente. Les crimes multiples ne doivent pas faire l'objet de « réductions de volume ».

Les « peines en sursis », qui permettent à des agresseurs sexuels d'enfants, des meurtriers, des violeurs et des conducteurs aux facultés affaiblies ayant causé la mort, de purger leur peine à la maison plutôt que derrière les barreaux, doivent être éliminées dans le cas de délits graves. La libération conditionnelle doit être considérée comme un privilège qui se mérite et non comme un droit acquis. Un gouvernement conservateur tiendra les jeunes contrevenants imputables envers leurs victimes et leur collectivité. Le système de justice pénale pour la jeunesse doit punir adéquatement les adolescents qui commettent des crimes graves, leur permettre d'acquérir le sens des responsabilités et offrir aux jeunes de meilleures possibilités de réhabilitation.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper s'engage à :

- assurer que les peines en sursis (« détention à domicile ») ne s'appliquent pas aux délits graves, violents ou armés, aux agressions sexuelles ou au trafic massif de stupéfiants;
- abroger l'article 745.6 du Code criminel – « clause de la dernière chance » – qui permet à un contrevenant purgeant une peine à perpétuité de demander une libération conditionnelle après seulement 15 ans d'emprisonnement;
- identifier comme « délinquants dangereux » les personnes trouvées coupables d'une troisième infraction avec violence ou agression sexuelle;
- imposer des peines consécutives obligatoires aux personnes trouvées coupables de multiples infractions avec violence, remplaçant ainsi les peines concurrentes actuellement imposées;
- remplacer la libération d'office (la loi qui donne droit à un détenu à une libération conditionnelle après avoir purgé les deux tiers de sa peine) par la libération conditionnelle sur la base du mérite;
- interdire aux personnes détenues dans les prisons fédérales de voter aux élections;
- obliger à subir leur procès devant un tribunal pour adultes, les récidivistes d'infractions avec violence ou de délits graves âgés de 14 ans ou plus.

Nous protégerons nos enfants en éliminant toutes les défenses possibles en matière de pornographie juvénile

En mars 2002, les tribunaux de la Colombie-Britannique ont acquitté John Robin Sharpe de deux accusations de pornographie juvénile en invoquant le « mérite artistique » de son matériel. Les Canadiens se sont levés en bloc pour exiger que le gouvernement fédéral colmate immédiatement cette brèche juridique.

Au lieu d'éliminer la défense du « mérite artistique » dont bénéficient les auteurs de pornographie juvénile, les Libéraux ont tout simplement remanié la loi en y précisant une nouvelle défense selon laquelle la pornographie juvénile sert le « bien public », ce qui peut inclure l'ancien échappatoire de « mérite artistique ».

Exigeons plus de sécurité :

Voici ce que nous proposons

Nous légifèrerons afin d'imposer une politique de tolérance zéro en matière de pornographie juvénile, éliminant du même coup la prétendue défense du « bien public ». Nous éliminerons les peines « en sursis » pour les agresseurs sexuels d'enfants afin que tous ceux qui sont trouvés coupables de telles agressions soient retirés de la collectivité et purgent leur peine derrière les barreaux.

Nous lutterons contre le crime en éliminant le registre des armes à feu et en consacrant les montants ainsi économisés à l'application des lois

Lorsque les Libéraux ont annoncé la création du Registre national des armes à feu, ils prétendaient qu'il ne coûterait quelque 2 millions \$. À ce jour, ce registre a coûté près de 2 milliards \$, soit 1 000 fois plus que les prévisions. Malgré ce montant astronomique, le registre est incomplet, criblé d'erreurs et, aux dires du chef de police de Toronto, « inefficace pour arrêter les criminels ».

Ficher les criminels et non les amateurs de la chasse au canard

Les Canadiens doivent exiger mieux qu'une simple réforme cosmétique de ce programme lamentable, en exigeant son élimination afin de consacrer les fonds à de véritables priorités en matière d'application de la loi. Nous fichons les criminels dangereux et non les amateurs de la chasse au canard.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper abrogera la législation sur le registre des armes à feu pour mettre fin au gaspillage.

Un gouvernement conservateur collaborera avec les provinces afin de créer des programmes efficaces de contrôle des armes à feu. Ces programmes doivent être conçus pour garder les armes hors des mains des criminels tout en respectant le droit des Canadiens respectueux de la loi, de posséder et d'utiliser des armes à feu de façon responsable. Les mesures ainsi prises incluront les suivantes :

- des sanctions minimales obligatoires pour punir l'utilisation criminelle et la possession illégale d'armes à feu;
- une surveillance étroite des personnes à haut risque;
- des mesures de répression pour prévenir la contrebande d'armes;
- des lois sur l'entreposage sécuritaire;
- des programmes de formation sur l'usage et le maniement sécuritaires des armes à feu;
- un mécanisme de délivrance de permis à toute personne souhaitant se procurer et utiliser légalement une arme à feu;
- l'augmentation du nombre de policiers dans nos rues;
- la mise en place d'un registre des criminels condamnés ayant fait l'objet d'une interdiction de possession d'armes à feu par les tribunaux.

Exigeons plus de sécurité :

Nous protégerons notre sécurité nationale en nous assurant que toutes les personnes faisant l'objet d'une mesure de renvoi quittent le pays

L'inaction traditionnelle des Libéraux fait en sorte que le Canada est devenu un « refuge » pour les criminels et les terroristes. La GRC et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ont déjà prévenu le gouvernement que des organisations internationales de crime organisé et des groupes terroristes sont actifs au Canada. Pourtant, les Libéraux refusent d'appliquer les lois déjà en place afin de sévir contre les criminels et les « faux réfugiés » qui abusent du système.

Selon la vérificatrice générale, 36 000 mesures de renvoi n'ont toujours pas été exécutées

La vérificatrice générale notait, en avril 2003, que « environ 36 000 mesures de renvoi n'ont pas été exécutées au cours des six dernières années. Le Système de soutien des opérations des bureaux locaux fait état de quelque 30 000 mandats d'arrestation en suspens, dont certains remontent à des dates antérieures à 1997. »

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper s'assurera que quittent le pays toutes les personnes faisant l'objet d'une mesure de renvoi, et mettra la priorité sur les personnes ayant un casier judiciaire ou des liens avec une organisation terroriste ou de crime organisé. Nous assurerons que les demandeurs de statut de réfugié arrivant au Canada sans la documentation adéquate, ne mettent pas en péril la sécurité des Canadiens.

Nous bâtissons un meilleur partenariat avec nos principaux alliés et partenaires commerciaux et rehausserons les relations commerciales en Amérique du Nord et du Sud

Selon John F. Kennedy, à propos des relations entre le Canada et les États-Unis, « notre géographie fait de nous des voisins, notre histoire fait de nous des alliés. » Le Canada et les États-Unis entretiennent la plus importante relation commerciale de la planète. Nos échanges transfrontaliers se chiffrent à plus de 1 milliard \$ par jour. De plus, nous partageons des valeurs démocratiques fondamentales.

Nous pouvons contester dans le respect

De temps à autre, il est normal que nous défendions des positions diamétralement opposées en matière de commerce ou de politique étrangère. Le gouvernement du Canada doit toutefois apprendre à faire valoir ses opinions dans le respect de ses voisins. Les Canadiens ont été embarrassés par les déclarations anti-américaines des députés libéraux et de certains membres du personnel du Cabinet du premier ministre, notamment l'histoire des « crétins ». De telles déclarations contribuent à aggraver des relations déjà litigieuses dans des dossiers tels que ceux du bois d'œuvre ou de la réouverture des frontières aux exportations de produits bovins.

Exigeons plus de sécurité :

Les Canadiens doivent exiger de meilleures relations avec leurs alliés. Nous demeurerons solidaires des États-Unis et de nos autres alliés lorsqu'il le faut tout en faisant valoir notre souveraineté lorsque la situation l'impose.

Nous devons renforcer nos relations avec les États-Unis afin de composer avec leur position de plus en plus protectionniste en matière de politique commerciale, de sécurité frontalière et de lutte au terrorisme.

Nous devons assurer un solide partenariat commercial en Amérique du Nord et du Sud

Alors que la planète se divise de plus en plus en blocs commerciaux rivaux, nous devons nous assurer d'un solide partenariat nord-américain avec les États-Unis et le Mexique. En plus de promouvoir le libre-échange, nous devons évaluer la possibilité de développer davantage nos relations en vertu de l'ALENA afin d'harmoniser les tarifs, éliminer les règles d'origine, améliorer les normes en matière d'environnement et de travail et mieux collaborer à des dossiers communs en matière de sécurité.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper élaborera un partenariat stratégique avec les États-Unis assurant que les litiges en matière de sécurité et de commerce sont réglés dans les meilleurs intérêts des Canadiens, notamment en :

- donnant un statut ministériel au poste d'ambassadeur du Canada aux États-Unis afin que ce dernier siège comme membre à part entière du comité du Cabinet chargé des relations canado-américaines;
- créant un poste de secrétaire d'État chargé des relations canado-américaines qui se rapportera au ministère des Affaires étrangères;
- améliorant nos relations avec les États-Unis en vertu de l'ALENA en harmonisant progressivement les tarifs, éliminant les règles d'origine et, au-delà du commerce, continuant d'améliorer des normes communes en matière de travail, d'environnement et de sécurité;
- défendant vigoureusement les intérêts de nos producteurs des secteurs primaires, notamment en matière de bois d'œuvre et de l'ESB.

Exigeons plus de sécurité :

Nous mettrons en œuvre une politique étrangère véritablement canadienne

Dans le cadre des deux guerres mondiales et des débats sur la politique étrangère ayant marqué les années 1950 et 1960, le Canada a joué un rôle clé à titre de chef de file parmi les démocraties occidentales. Aujourd'hui, le Canada est plus fort et plus prospère qu'il y a un demi-siècle; pourtant, notre rôle sur la scène mondiale est plus limité que jamais auparavant. Le monde a changé, mais les Libéraux sont les derniers à s'en être rendu compte.

Nous devons exiger un meilleur leadership en matière d'affaires internationales.

Nous devons prendre la sécurité nationale au sérieux

Nous devons d'abord prendre notre propre sécurité nationale au sérieux. Nous sommes confrontés à des menaces telles que le terrorisme international et la possession d'armes nucléaires entre les mains d'« États voyous ».

Le Canada doit travailler en étroite collaboration avec ses alliés militaires au sein de l'OTAN et des Nations Unies, afin d'éliminer ces menaces qui mettent la sécurité mondiale en péril. Nous devons contribuer à défendre les démocraties alliées sur lesquelles plane la menace terroriste.

Nous devons articuler nos valeurs fondamentales en termes clairs : la démocratie et la primauté du droit, les libertés individuelles et les droits de la personne, les marchés libres et le libre-échange commercial ainsi que la compassion pour les moins fortunés.

Nous devons appuyer les politiques de développement international

Nous devons appuyer les politiques de développement international qui visent à réduire la pauvreté, les maladies et la pollution, et à améliorer la situation des femmes et des enfants.

Nous devons nous concentrer sur le renforcement de relations régionales de premier plan telles que le développement du commerce et des investissements à la grandeur de l'Amérique du Nord et du Sud, l'intensification de la présence du Canada en Asie-Pacifique et le soutien au commerce, à l'aide et au développement en Afrique.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper élaborera une politique étrangère véritablement canadienne articulée autour de nos valeurs les plus fondamentales, en l'occurrence la démocratie et la primauté du droit, les libertés individuelles et les droits de la personne, les marchés libres et le libre-échange ainsi que la compassion pour les moins fortunés.

Nous travaillerons, en étroite collaboration avec des organisations internationales telles que les Nations Unies, de concert avec nos principaux alliés militaires dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et les pays membres de l'OTAN, sur les menaces du terrorisme et des États voyous qui mettent en péril la sécurité internationale.

Mettant l'accent sur les marchés libres et la primauté du droit, nous renforcerons les relations commerciales à la grandeur de l'Amérique du Nord et du Sud et intensifierons la présence du Canada en Asie-Pacifique ainsi que le soutien au commerce et au développement en Afrique. De plus, nous appuierons la réforme des brevets permettant la vente en Afrique de médicaments génériques moins coûteux, afin de contribuer à soulager les victimes du SIDA et d'autres épidémies.

Exigeons plus de sécurité :

Nous munirons les Forces canadiennes du matériel nécessaire pour mener à bien leur exigeant et difficile travail

Depuis le 11 septembre 2001, le Canada ne peut plus se soustraire à ses responsabilités internationales, dont celle de contribuer à sa propre défense et à celle de ses alliés membres de l'OTAN. Selon l'ancien ministre libéral des Affaires étrangères, John Manley, « on ne peut pas simplement s'asseoir à la table du G8 puis, lorsque vient le moment de payer l'addition, s'en aller aux toilettes ».

Le Canada n'est actuellement pas en mesure d'affirmer sa souveraineté dans ses îles et ses eaux nordiques en raison d'un manque de personnel et de matériel. Les militaires canadiens ont été envoyés en pleine zone de guerre en Afghanistan vêtus d'uniformes de camouflage inadéquats. De plus, nos unités opérationnelles de recherche et de sauvetage sont toujours en attente de nouveaux hélicoptères pour remplacer les vétustes modèles Sea King qui mettent en danger la vie de nos militaires, alors que l'achat de jets Challenger, réservés à l'usage des ministres, a été approuvé en l'espace d'une seule journée.

Les Forces armées canadiennes crient famine

Les Forces armées canadiennes ne sont toujours pas dotées de budgets adéquats. En 2001, la vérificatrice générale affirmait que plus de 1 milliard \$ devaient être injectés annuellement dans les forces armées simplement pour assurer la sécurité et remplacer le matériel vétuste.

Les Canadiens doivent exiger mieux pour les braves hommes et femmes qui risquent leur vie pour protéger la nôtre.

Voici ce que nous proposons

Un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper rétablira la fierté des Forces canadiennes par certaines initiatives, notamment :

- l'injection immédiate de 1,2 milliard \$ par année dans l'appareil militaire pour le remplacement de matériel, l'objectif à plus long terme étant de rejoindre la moyenne européenne des pays membres de l'OTAN en termes de pourcentage du PIB consacré à la défense;
- l'augmentation progressive des effectifs de notre Force régulière jusqu'à un minimum de 80 000 soldats tout en augmentant les effectifs de réserve;
- le rétablissement de la force terrestre, passant par le renforcement des groupes-bataillons d'infanterie, l'acquisition de chars plus efficaces ainsi que l'augmentation des capacités de commandement et de l'efficacité de l'armée sur le terrain;
- le rétablissement de la force aérienne, passant par la mise à niveau du parc de CF-18, l'acquisition de nouveaux avions tactiques et aéronefs de transport lourd ainsi que de nouveaux hélicoptères maritimes plus polyvalents;
- le rétablissement de la force navale, passant par la mise en place d'une seule agence civile de la garde côtière, l'acquisition de nouveaux navires de combat polyvalents et de nouveaux porte-avions hybrides offrant un meilleur soutien des hélicoptères, ainsi que de meilleures capacités de transport stratégique;

Exigeons plus de sécurité :

- l'utilisation accrue de la surveillance par satellite et l'acquisition de véhicules aériens sans pilote (UAV) à long rayon d'action pour assurer la surveillance maritime;
- l'accroissement de la participation des parlementaires dans la politique de défense et d'acquisition de matériel militaire.

Le plan de dépenses des Conservateurs

Nous avons la marge de manœuvre financière nécessaire pour nous attaquer dès maintenant aux priorités du Canada

Le budget fédéral ne représente plus une évaluation réaliste de la marge de manœuvre financière dont nous disposons. Cette marge de manœuvre, qui devrait être allouée aux domaines prioritaires, a été cachée par les Libéraux afin de continuer à dépenser sans réserve.

Le coussin financier et les dépenses de fin d'année des Libéraux

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement libéral a systématiquement surévalué les dépenses budgétaires futures jusqu'à concurrence de 5 milliards \$. De plus, les Libéraux ont tendance à dépenser sans réserve en fin d'année pour accorder des faveurs politiques au détriment d'une planification prudente. À titre d'exemple, le plus récent budget libéral prévoyait un coussin de 7,3 milliards \$.

Dossier des Libéraux en matière de prévisions de dépenses au 31 mars 2004

Dépassements des Libéraux en milliard(s) \$

	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
Prévisions de dépenses	115,5	119,7	130,5	138,6	143,4
Prévisions excédentaires	3,7	0,4	3,8	5,3	3,8
Dépenses sans réserve en fin d'année	5,9	1,8	2,7	5,2	3,5
Marge de manœuvre financière non budgétée totale	9,6	2,2	6,5	10,5	7,3

Note : Les prévisions budgétaires sont comparées aux chiffres définitifs présentés dans les Tableaux de référence financiers publiés suivant le dépôt du budget.

Pour nous, la transparence budgétaire est importante

Le Parti conservateur croit en la transparence budgétaire. Voici nos prévisions quinquennales des revenus (identiques au budget), des paiements de la dette (identiques au budget) et une prévision plus réaliste des dépenses qui exclut le coussin des Libéraux.

Le résultat? La marge de manœuvre financière au cours des prochaines années sera suffisante pour permettre à un gouvernement conservateur de s'attaquer aux priorités des Canadiens, des priorités telles que celles d'investir dans les soins de santé et notre défense nationale ainsi que de réduire les impôts.

Prévisions des Conservateurs en milliard(s) \$

	2002-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08	08-09
Revenus	177,6	181,1	187,2	195,8	204,9	214,7	225,3
Dépenses de programme	133,3	139,6	142,5	148,4	152,6	157,6	160,8
Frais de la dette	37,3	35,8	35,4	35,7	36,3	36,1	35,7
Solde	7,0	5,7	9,3	11,7	16,0	21,0	28,8

Le plan de dépenses des Conservateurs

Le plan de dépenses des Conservateurs

Le plan de dépenses des Conservateurs dresse un véritable portrait des sommes disponibles pour les priorités canadiennes. Pourtant, même après avoir chiffré tous nos engagements, il nous reste une marge de manœuvre considérable pour les imprévus, la planification prudente et d'autres priorités telles que les soins de santé. Notre plan est quantifié, prudent et transparent.

2002-03 03-04 04-05 05-06 06-07 07-08 08-09 Cumulatif

Meilleure imputabilité

Vérificateur général	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,5
----------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Meilleure économie

Relèvement des paliers d'imposition et élimination du taux médian		1,6	3,4	5,6	11,2	21,9
Nouvelle déduction d'impôt pour enfants à charge	0,5	0,4	1,6	3,3	3,5	9,3
Élimination des surplus de la caisse d'assurance-emploi	–	0,1	0,2	0,3	0,4	1,0
Investissements d'infrastructure	0,2	0,5	0,8	0,8	1,2	3,5
Réduction des subventions aux entreprises		-1,0	-2,0	-3,0	-4,0	-10,0
Réductions des taxes sur les entreprises			1,0	2,0	3,0	6,0

Meilleurs soins de santé

Augmentation des transferts relatifs au financement de la santé	1,0	2,0	2,2	2,4	2,6	10,2
Provision pour un régime fédéral d'assurance de médicaments onéreux		0,6	0,7	0,7	0,8	2,8

Meilleures collectivités

Allègement du fardeau fiscal des Canadiens à faible revenu ou à revenu fixe et réduction des taxes sur l'essence	0,6	0,8	1,1	1,3	1,3	5,1
Augmentation du crédit aux personnes soignantes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,5

Meilleure sécurité

Investissements progressifs dans les Forces canadiennes	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	7,0
---	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Total des nouvelles dépenses	3,7	6,5	10,6	15,1	21,8	57,8
-------------------------------------	------------	------------	-------------	-------------	-------------	-------------

(voir la suite du tableau à la prochaine page)

Le plan de dépenses des Conservateurs

Éléments dans le cadre financier actuel

	2002-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08	08-09	Cumulatif
Accord national sur le renouvellement des soins de santé								
Augmentation des transferts aux provinces	2,5	3,7	2,8	5,4	7,0	8,6		30,0
Fondations et fiducies	2,6							2,6
Programmes fédéraux directs	0,2	0,6	0,8	0,9	0,9	0,9		4,3
Total – Accord sur le renouvellement des soins de santé	5,3	4,3	3,6	6,3	7,9	9,5		36,8

Budget 2004

Système canadien de santé publique		0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,0
Financement des étudiants			0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	1,3
Nettoyage de sites contaminés			0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	2,0
Augmentation des budgets de la défense			0,2	0,4				0,6
Total des éléments dans le cadre financier actuel	5,3	4,8	4,4	7,5	8,7	10,3	0,8	41,7

Montants non alloués (imprévus, prudence et autres priorités)

			5,6	5,2	5,4	5,9	7,0	29,0
--	--	--	-----	-----	-----	-----	-----	------

Principes Fondateurs

Le cadre constitutionnel et les politiques fondamentales du Parti conservateur du Canada seront dirigés par les principes suivants :

- L'équilibre entre la responsabilité fiscale, les politiques sociales progressistes et les responsabilités et droits individuels.
- La création d'une coalition nationale dont les membres partagent des principes et des valeurs et reflétant la diversité socio-économique, culturelle et régionale du Canada.
- Le développement de cette coalition, faisant place aux différences et au respect des traditions, tout en reconnaissant le concept que la force du Canada n'a d'égale que la somme de ses parties.
- Le Parti conservateur du Canada fonctionnera d'une manière responsable et rendra compte à ses membres.
- La croyance à un Canada souverain et uni dont le gouvernement obéit à la Constitution canadienne, à la suprématie des institutions parlementaires démocratiques et à la primauté du droit.
- La croyance à l'égalité de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes.
- La croyance aux libertés individuelles, notamment la liberté d'expression, de culte et d'assemblée.
- La croyance à la monarchie constitutionnelle, aux institutions parlementaires et au processus démocratique.
- La conviction que c'est dans le cadre d'un système parlementaire fédéral que la diversité de notre pays trouve sa meilleure expression, et qu'il est souhaitable d'établir des administrations provinciales et territoriales fortes.
- La croyance à l'égalité du statut de la langue française et de la langue anglaise, de même qu'aux droits et privilèges égaux qu'elles confèrent au chapitre de leur utilisation dans toutes les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada.
- La conviction que le meilleur moyen de garantir la prospérité et le bien-être des Canadiens et Canadiennes est de donner à chacun :
 - La liberté de défendre ses intérêts légitimes propres et éclairés dans une économie concurrentielle;
 - La possibilité de jouir, dans la mesure du possible, des fruits de son travail; et
 - Le droit à la propriété.
- La conviction qu'un gouvernement responsable doit respecter les règles d'une gestion fiscale prudente et se limiter aux responsabilités qui ne peuvent raisonnablement être cédées par l'individu à autrui.
- La conviction qu'il revient aux individus de subvenir à leurs propres besoins, à ceux de leur famille et à ceux des personnes à leur charge, tout en reconnaissant que le gouvernement doit être présent pour les citoyens qui font appel à son aide et à sa compassion.
- La conviction que le Canada, en tant que pays, de même que son gouvernement, doit avoir pour objectif, grâce à un leadership réfléchi et prudent, de créer un climat favorable à la récompense de l'initiative individuelle, à la poursuite de l'excellence, à la sécurité et à la protection de la vie privée, et à la prospérité découlant d'une économie de libre marché concurrentielle.
- La conviction que la qualité de l'environnement fait partie intégrante de notre patrimoine et doit être protégée par chaque génération pour la prochaine.
- La croyance à un Canada conscient de ses obligations en tant que membre de la communauté internationale.
- La conviction qu'un gouvernement bon et responsable tient compte des besoins de la population qu'il représente et que ses représentants, en tout temps, observent les règles d'éthique et se comportent avec intégrité, honnêteté et dans le meilleur intérêt de tous.
- La croyance que tous les Canadiens et Canadiennes devraient avoir un accès raisonnable à des soins de santé de qualité, peu importe leur capacité de payer.
- La croyance que le meilleur potentiel pour atteindre les objectifs économiques et sociaux repose sur un régime commercial mondial ouvert et équitable.



www.Conservateur.ca

Autorisé par l'agent enregistré du Parti conservateur du Canada